

---

Qui sommes-nous?

## Qu'est-ce que l'Odas ?

[Imprimer la page](#)

Créé en 1990 à la demande des présidents des commissions des affaires sociales de l'Assemblée nationale et du Sénat, l'Odas (odas.net) est une institution dont la vocation est de construire de la connaissance partagée, utile pour l'action publique. Pour garantir sa neutralité et son indépendance par rapports aux enjeux institutionnels et politiques, cet observatoire national a choisi la forme associative.

Depuis l'origine, l'Odas observe les acteurs et institutions locales, construisant ainsi une connaissance approfondie de l'impact de la décentralisation et de ses évolutions. L'Odas est ainsi porteur d'une ambition forte pour les collectivités locales, acteurs stratégiques de la cohésion sociale.

A cette fin, l'Odas évalue l'impact des diverses politiques sociales : enfance-famille, autonomie, insertion... Son champ d'intervention s'est progressivement élargi à toutes les politiques contribuant à la consolidation des liens sociaux. L'Odas apporte également son concours aux différents acteurs locaux et nationaux pour leur permettre d'acquérir une meilleure connaissance des publics et de leurs besoins sociaux.

Plus particulièrement, l'Odas peut accompagner ses adhérents (départements, communes, associations...) dans la construction de projets structurants et la conduite du changement. Comme par exemple l'analyse qualitative des besoins sociaux d'un territoire ; l'organisation de l'action sociale de proximité mobilisant l'ensemble des acteurs concernés ; le développement de la citoyenneté active dans une commune ; la refonte du dispositif départemental de prévention et de protection de l'enfance ; l'identification des leviers de mobilisation des retraités dans leur territoire dans une logique d'utilité sociale ; la conception d'une Maison départementale de l'autonomie ; l'évaluation de la mise en œuvre du projet stratégique d'une association...

Par ailleurs, pour encourager des dynamiques d'innovation locale adaptées, l'Odas a créé en 2006 l'Agence des pratiques et initiatives locales « Apriles » qui repère, expertise et diffuse les innovations

---

portées par une éthique de développement social et susceptibles de produire une transformation durable de la société ([odas.apriles.net](https://odas.apriles.net)). Dans cet esprit, il a aussi créé le Lab'AU en 2020 ([odas.labau.org](https://odas.labau.org)), un site ressource pour changer durablement le regard sur le vieillissement et le handicap et donner toute leur place dans la société aux personnes âgées et/ou en situation de handicap.

Alors que les fragilités et les difficultés ne cessent d'augmenter dans notre pays, il devient de plus en plus urgent de s'attaquer aux causes et de redonner du sens au collectif, afin de retisser les solidarités de proximité et de lutter contre le sentiment de défiance. Un objectif qui ne doit pas concerner uniquement les plus fragiles, mais la société dans son ensemble, car la finalité est de soutenir le développement des liens sociaux et des repères partagés. Ainsi, depuis plus de vingt ans, l'Odas s'est engagé dans la promotion des valeurs qui rassemblent, en invitant à revitaliser la valeur républicaine de fraternité et à développer la citoyenneté ([journeecitoyenne.fr](https://journeecitoyenne.fr) ; [jncf.fr](https://jncf.fr)).

## Ses missions

? **Réaliser toutes les études nécessaires** a? une meilleure connaissance des publics, des finances, des stratégies et des organisations des collectivités territoriales et institutions publiques.

? **Repérer et évaluer** les initiatives les plus inspirantes grâce a? son Agence des pratiques et initiatives locales (Apriles - <https://odas.apriles.net>) et à son Lab'AU (<https://odas.labau.org>) afin de favoriser leur mutualisation et leur diffusion.

? **Accompagner** les évolutions voulues par les collectivités territoriales (Départements, Villes...) par le biais, notamment, de recherches-actions.

? **Diffuser** le plus largement possible les résultats des différentes études auprès des responsables locaux (institutionnels et associatifs), des chercheurs et des professionnels.

? **Enrichir** le débat sur les conditions susceptibles de renforcer la qualité des liens sociaux et de la cohésion sociale a? travers l'organisation de colloques ou la participation a? des manifestations d'autres institutions.

## Ses principes de fonctionnement

Pour l'Odas, l'observation n'a de sens que si elle est mise au service de la décision et de l'action.

---

En effet, l'évolution des problématiques sociales nécessite une vigilance et une constante adaptation des politiques et pratiques susceptibles d'endiguer les phénomènes de précarité économique, relationnelle (affaiblissement des liens sociaux, isolement, repli sur soi) et identitaire (relativité des repères partagés par tous, déficit de reconnaissance sociale). Cette ambition nécessite donc d'établir des relations de confiance entre tous les acteurs, ce qui est d'autant plus nécessaire que le partage de l'observation et de la réflexion constitue une condition essentielle d'efficacité. Ces principes s'illustrent en particulier dans sa méthodologie qui associe les acteurs locaux et nationaux depuis la définition des finalités jusqu'aux préconisations qui suivent l'analyse.

Près de 4000 élus, cadres et professionnels du secteur public comme du secteur associatif collaborent chaque année aux travaux de l'observatoire (enquêtes, recherches-actions, expertises...). Cette dynamique explique que les enquêtes lancées par l'Odas bénéficient d'un taux de réponse très élevé, autorisant de ce fait des analyses particulièrement significatives.

## **Sa gouvernance**

Afin de garantir le principe de neutralité et d'indépendance des travaux engagés, l'Odas est constituée en association, disposant de ressources financières diversifiées et d'une gouvernance représentative des principaux courants institutionnels et politiques. Ce qui lui a permis de regrouper en son sein depuis 1990 en tant qu'adhérents les grandes associations nationales d'élus, les principales fédérations associatives, les organismes de protection sociale, mais aussi la plupart des départements et des grandes villes. Sans omettre bien évidemment le soutien permanent des ministères et administrations centrales concernées.

La composition de son conseil d'administration, mais aussi de ses groupes de travail, et plus largement de son réseau, reflètent ainsi le souci d'une grande diversité politique, institutionnelle et géographique, conçue à la fois comme une condition d'objectivité, et une source d'enrichissement.

## **Ses sources de financement**

Le fonctionnement et l'activité de l'Odas sont financés pour un tiers par les adhésions de ses membres (collectivités locales, organismes de protection sociale, associations, entreprises) et pour un tiers par l'État. Le troisième tiers est constitué de contributions financières provenant de divers commanditaires publics ou privés, affectées à des activités ciblées ou des travaux particuliers.

## **Qu'est ce que le développement social?**

Pour l'Odas, le développement social se définit comme une nouvelle conception de l'action publique, favorisant la participation de tous les acteurs locaux dans le développement d'initiatives (culturelles, éducatives, festives, sportives...) aptes à renforcer la solidarité de droit par une solidarité d'implication. Il s'agit de parvenir ainsi à l'intégration des populations fragilisées non seulement par

---

la précarité matérielle ou la différence culturelle, mais aussi par l'âge, le handicap ou encore l'isolement...

Le développement social nécessite donc de sortir de la seule appréhension des publics par leurs difficultés, au profit d'une approche plus globale des territoires et de leurs habitants, à l'aune des difficultés qu'ils rencontrent mais également de leurs ressources et de leurs potentiels.

Sur le plan des pratiques d'intervention, il ne s'agit alors plus seulement d'accompagner les personnes en situation de précarité par la voie d'actions individuelles ou collectives, mais bien de s'appuyer sur l'ensemble des forces vives d'un territoire pour en renforcer la cohésion. Dans cette perspective, le travail social est invité à passer d'une logique d'intervention qui privilégie davantage le « faire pour » à celle qui promeut le « faire avec ». De la même manière, le développement social interroge directement la gouvernance et le fonctionnement des institutions, en posant la question de la prise en compte de logiques ascendantes et transversales. Enfin, le développement social positionne la notion de territoire comme espace de projets partagés, permettant de redonner sens à la devise républicaine, « liberté, égalité, fraternité ».

## **Consolider le commun : l'Odas et le soutien à la citoyenneté**

Didier Lesueur, directeur général, nous explique comment cette question est devenue centrale dans le travail de l'Odas.



### **Comment la citoyenneté s'est-elle invitée dans le cœur de métier de l'Odas qu'est l'étude des politiques sociales ?**

**Didier Lesueur** : Nos travaux sur le terrain nous ont conduits à acquérir une conviction : la question sociale n'est pas seulement une question économique mais une question relationnelle, avec l'affaiblissement des liens sociaux avec l'aléa des repères partagés.

---

Prenons l'exemple de l'enfance en danger : notre travail a mis en exergue que la majorité des enfants n'étaient pas menacés par des mal- traitances proprement dites, mais étaient victimes de parents n'ayant pas les clés pour les éduquer correctement. Pour le dire rapidement, ces enfants étaient moins victimes de l'absence de biens que de l'absence de liens leur permettant de trouver auprès d'autrui des solutions à leurs problèmes en matière d'éducation, de travail, de dépendance, d'isolement... à l'origine des ces évolutions, on peut noter que durant ces 40 dernières années, l'épanouissement individuel a été encouragé aux dépens de ce qui relève de la vie en communauté.

On a laissé s'effriter les mécanismes de construction collective. Il est donc indispensable de favoriser une citoyenneté active pour consolider le vivre-ensemble. Car la citoyenneté ne se résume évidemment pas à travailler, payer ses impôts et voter. C'est l'implication de chacun dans la société car nous sommes tous coresponsables de notre vie en société.

## **Quels leviers préconisez- vous ?**

**D.L :** Nos travaux montrent que les acteurs les mieux placés pour soutenir le développement de la citoyenneté sont les élus locaux et particulièrement les maires et leurs équipes. Il faut donc d'abord reconsidérer notre approche de la décentralisation. Elle ne peut plus être un mécano institutionnel visant à rééquilibrer les pouvoirs entre État et collectivités locales.

Elle doit viser une finalité : la consolidation de la cohésion de la société. Il faut par ailleurs soutenir et promouvoir les initiatives qui vont dans ce sens. C'est ce que fait l'Odas avec la [Journée Citoyenne](#). Elle est emblématique, car c'est elle s'adresse à tous les habitants, quels qu'ils soient, redonne une place à chacun en les conviant à s'engager pour la collectivité.

La finalité n'est pas l'activité elle-même (chantiers, valorisation du patrimoine, transmission de savoirs, projets culturels...), c'est ce qu'elle permet : tisser des liens et faire société en somme. J'évoquerai aussi la logique de développement social, autrement dit une conception de l'action publique qui repose sur l'intégration de la question des liens et des repères dans l'ensemble des politiques engagées en plaçant les habitants en tant qu'acteurs. Il faut non seulement passer d'une logique de "faire pour" à une logique de "faire avec" les habitants.

Mais pour que ça fonctionne, cela passe par l'instauration de nouveaux types de rapports entre les élus et leurs administrés. C'est dans les territoires où les élus font confiance que se développent le plus grand nombre d'initiatives citoyennes, et par ricochet, que croît la confiance des habitants envers leurs élus. C'est un cercle vertueux.

---

La promesse des autres - Observation et engagement